



# Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE

Principaux résultats de la consultation



sanofi aventis

L'essentiel c'est la santé.



« Avec le soutien du mécénat de sanofi-aventis, partenaire de  
l'UNICEF et de la Fondation pour l'Enfance »

# Sommaire

1. Fiche technique du dispositif d'enquêtes
2. Perception détaillée des droits de l'enfant en France et dans le monde
3. Notoriété et perception des acteurs et moyens dédiés au respect des droits de l'enfant
4. Opinion sur l'opportunité de créer une délégation parlementaire aux droits de l'enfant



Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE

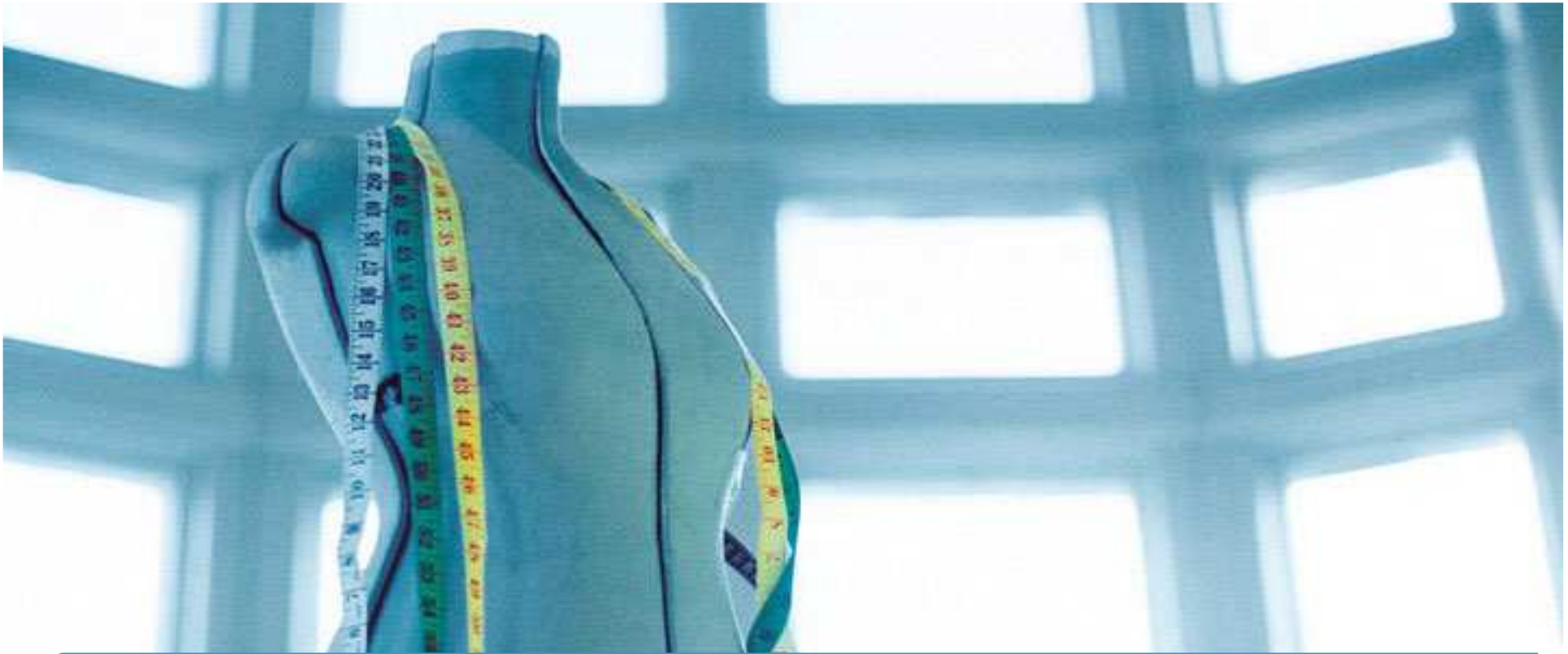
Principaux résultats de la consultation et de l'étude qualitative

## TNS SOFRES

Brice TEINTURIER  
Sarah DUHAUTOIS  
Laurence BEDEAU

Unicef / Fondation Pour l'Enfance

18 OE 56 | © TNS



# Fiche technique du dispositif d'enquêtes

Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE



# Le dispositif d'études mis en place

Le dispositif d'études mis en place pour l'Unicef et la Fondation pour l'Enfance à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la CIDE se décline en trois volets :

## Consultation des parlementaires

Envoi **par courrier** d'un questionnaire imprimé aux 920 parlementaires Français

**135 questionnaires** ont été remplis et renvoyés à TNS Sofres entre mai et juillet 2009 :

- 90 Députés (soit 16% des 577 Députés)
- 45 Sénateurs y ont répondu (soit 13% des 343 Sénateurs)

## Etude qualitative auprès des parlementaires

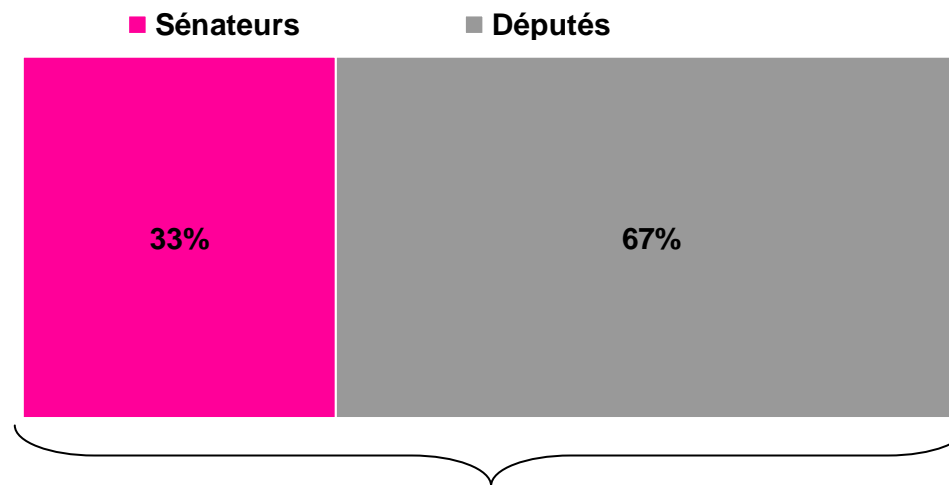
**14 entretiens individuels** semi-directifs réalisés en **face à face** auprès de **14 députés et sénateurs** entre le **10 juin et le 9 juillet 2009**

## Sondage auprès du grand public

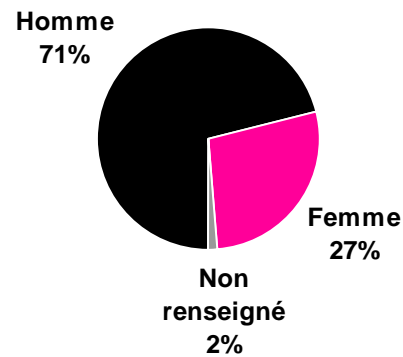
**Troisième édition** du baromètre UNICEF / Fondation pour l'Enfance sur les droits de l'enfant (1999 / 2007) : **perceptions et opinions des Français sur l'état des Droits de l'enfant dans le monde et en France**

Questionnaire administré par **téléphone** à un **échantillon national de 1000 personnes** représentatif de l'ensemble de la population âgée de **15 ans et plus**

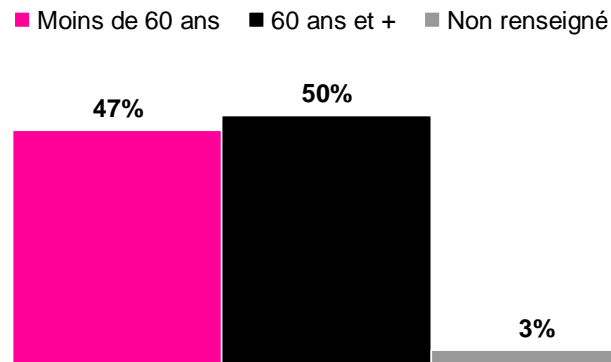
# Structure de l'échantillon issu de la consultation



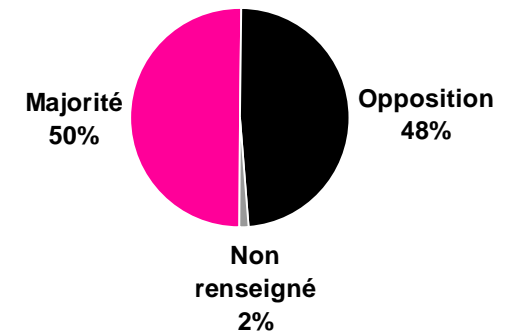
## Sexe



## Age



## Groupe politique



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

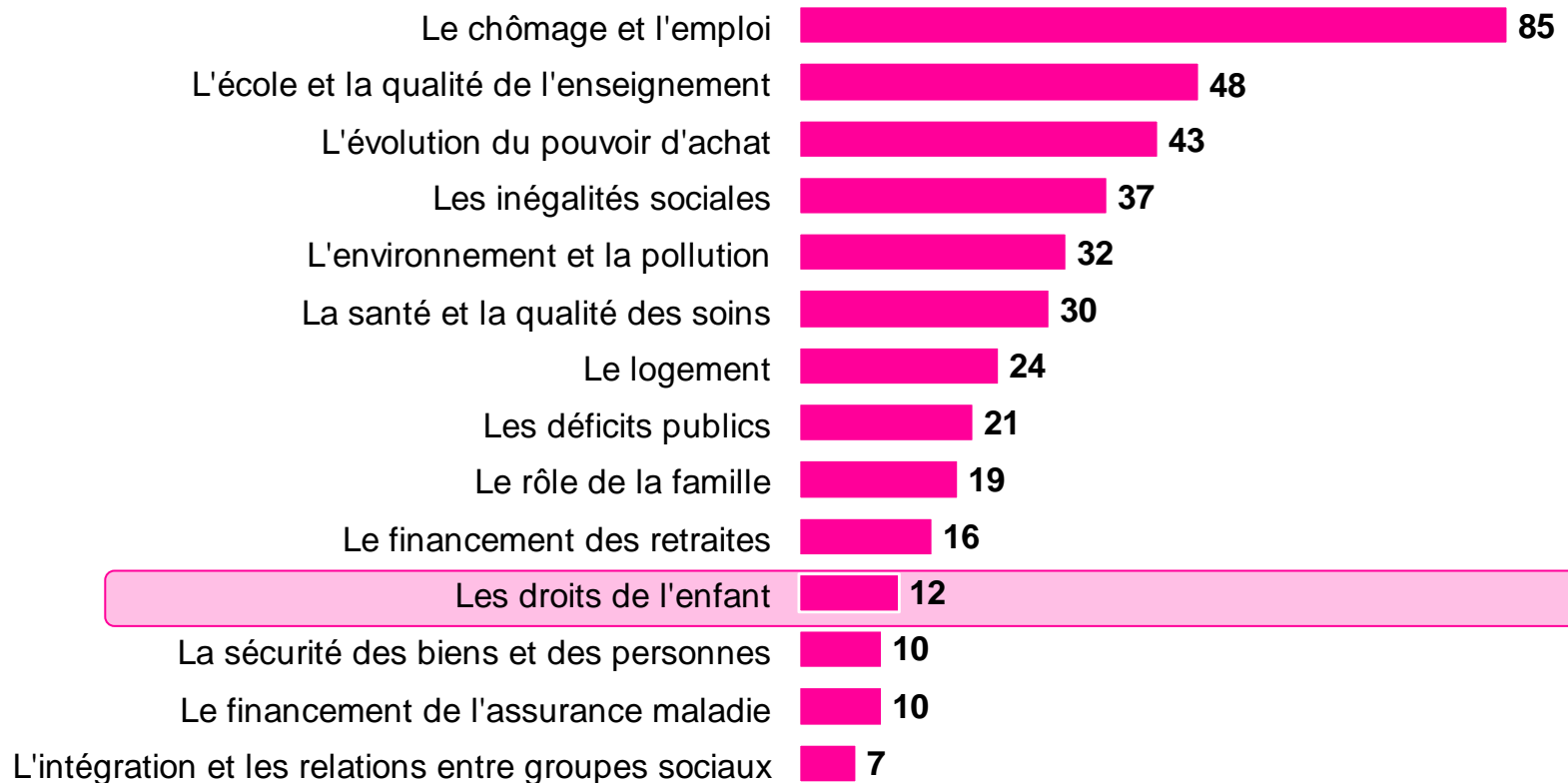


# Perception détaillée des droits de l'enfant en France et dans le monde

Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE



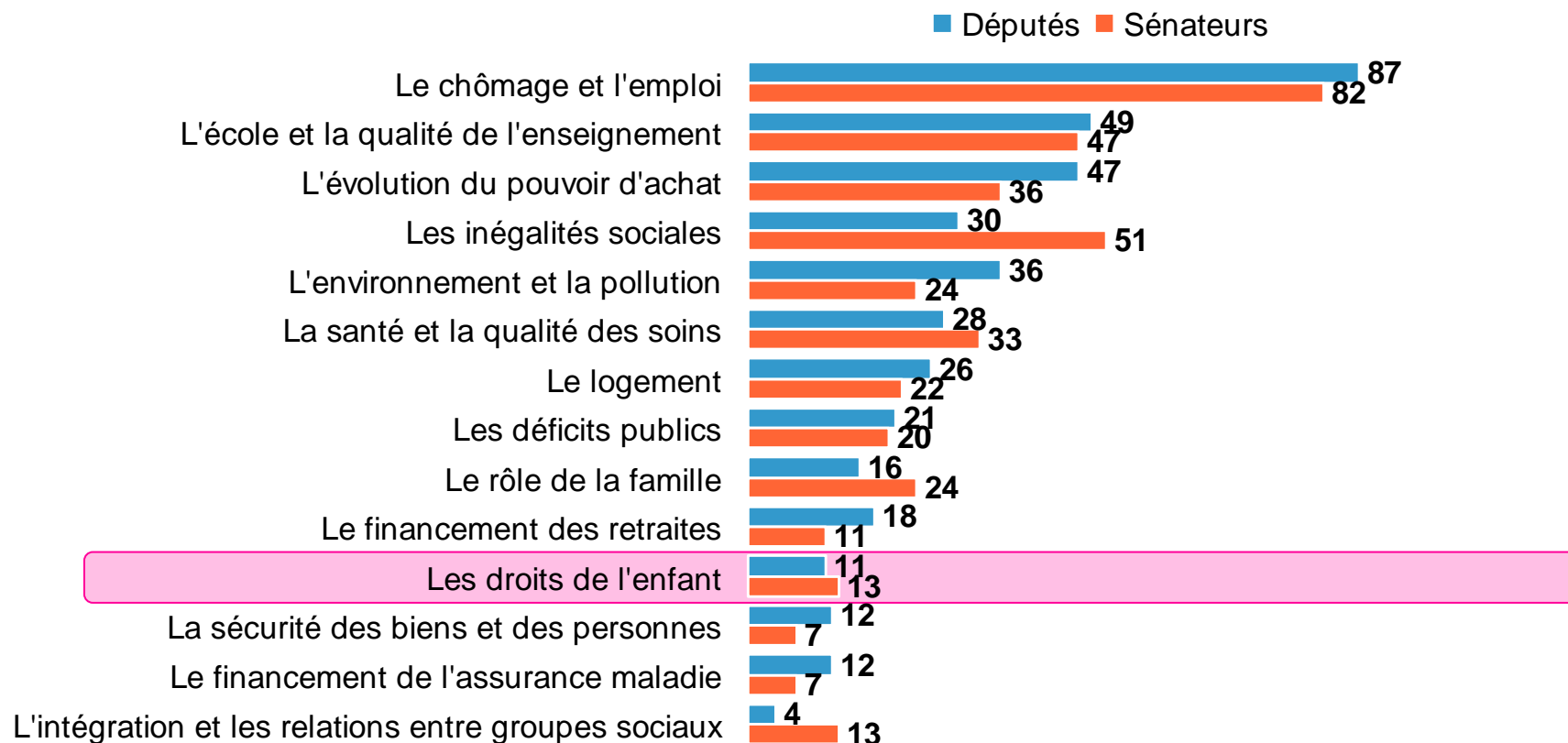
# Seule une minorité de parlementaires classent les droits de l'enfant au rang de priorité



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, quels sont les quatre sujets qu'il faut traiter en priorité en France ?

# Une vision commune des députés et des sénateurs en ce qui concerne les droits de l'enfant



Base : 90 députés 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, quels sont les quatre sujets qu'il faut traiter en priorité en France ?

# Parce que les droits de l'enfant sont jugés comme bien respectés ?

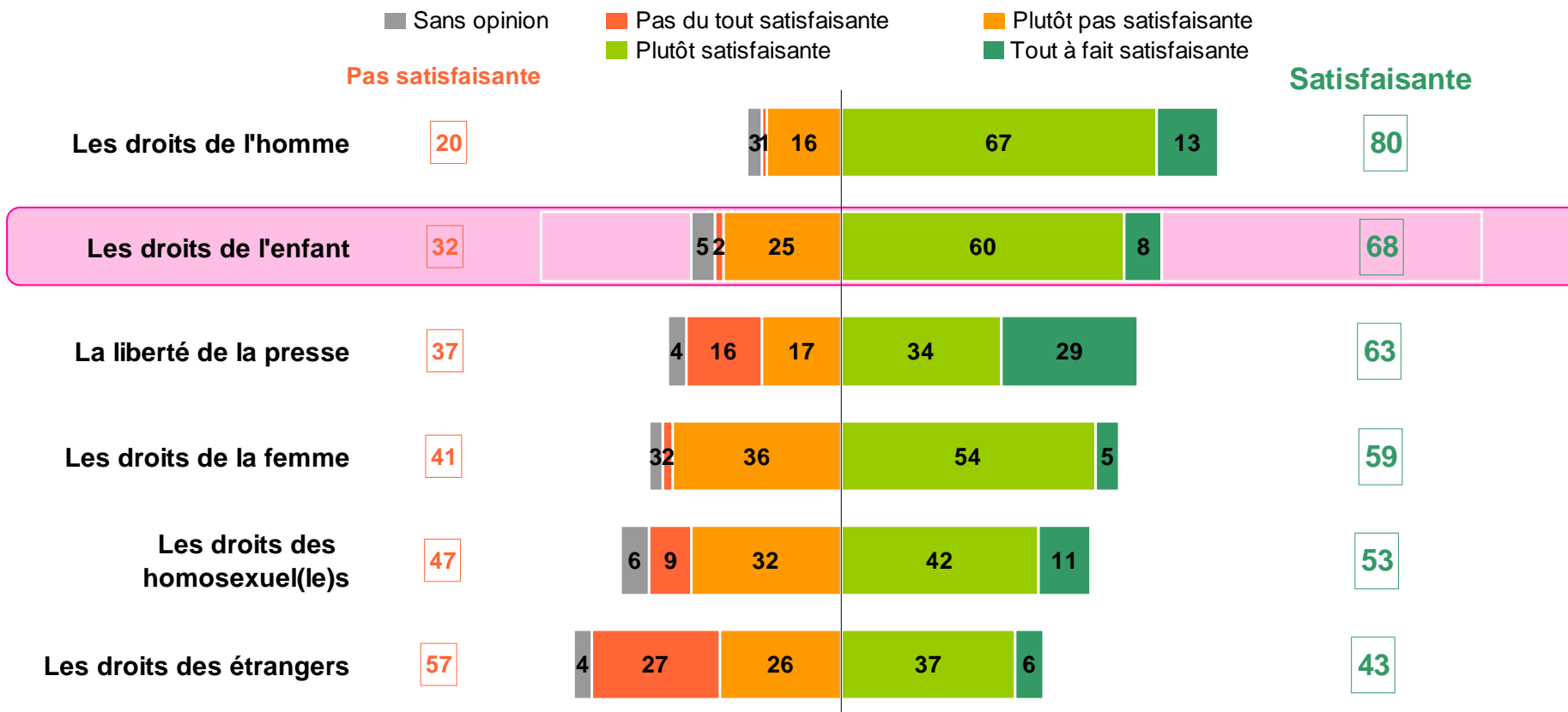
Sans opinion
  Très mal respectés
  Plutôt mal respectés
  Plutôt bien respectés
  Très bien respectés



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, aujourd'hui en France, les droits de l'enfant sont-ils très bien respectés, plutôt bien respectés, plutôt mal respectés, très mal respectés ?

# Les droits de l'enfant : une situation relativement satisfaisante, notamment au regard des autres droits



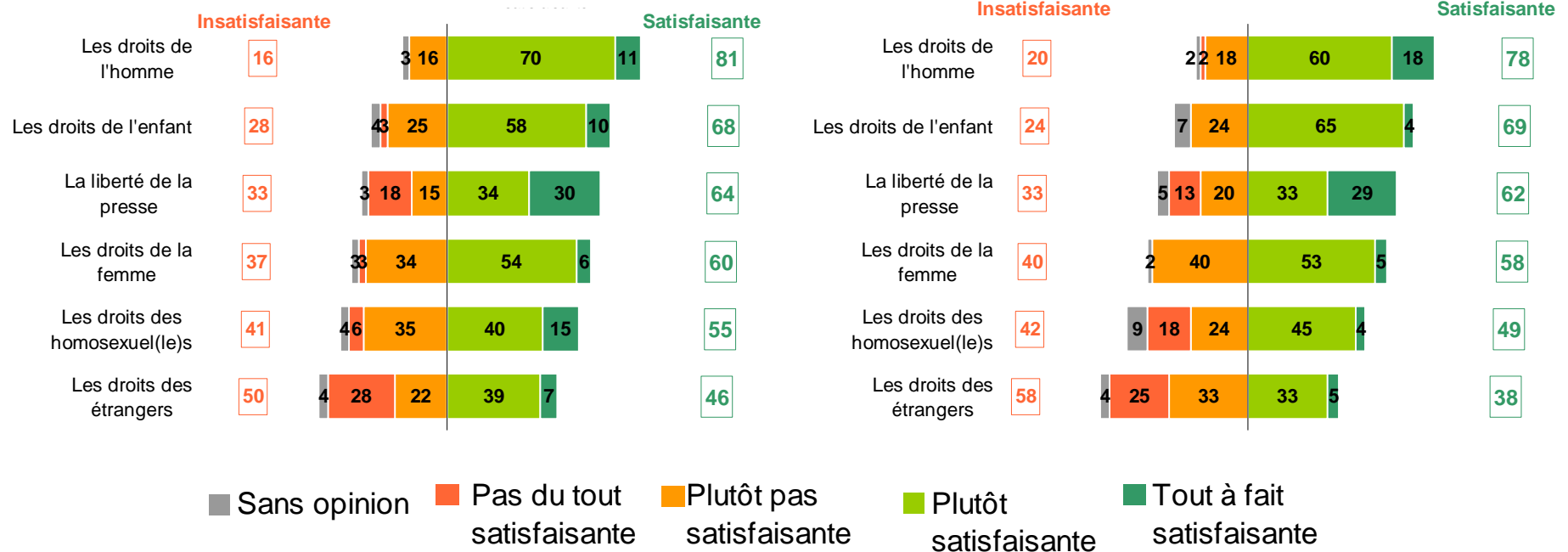
Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : En tant que parlementaire, comment jugez-vous la situation actuelle pour chacun des droits suivants en France ?

# D'une manière générale, des sénateurs un peu plus sévères dans leur jugement que les députés

## Députés

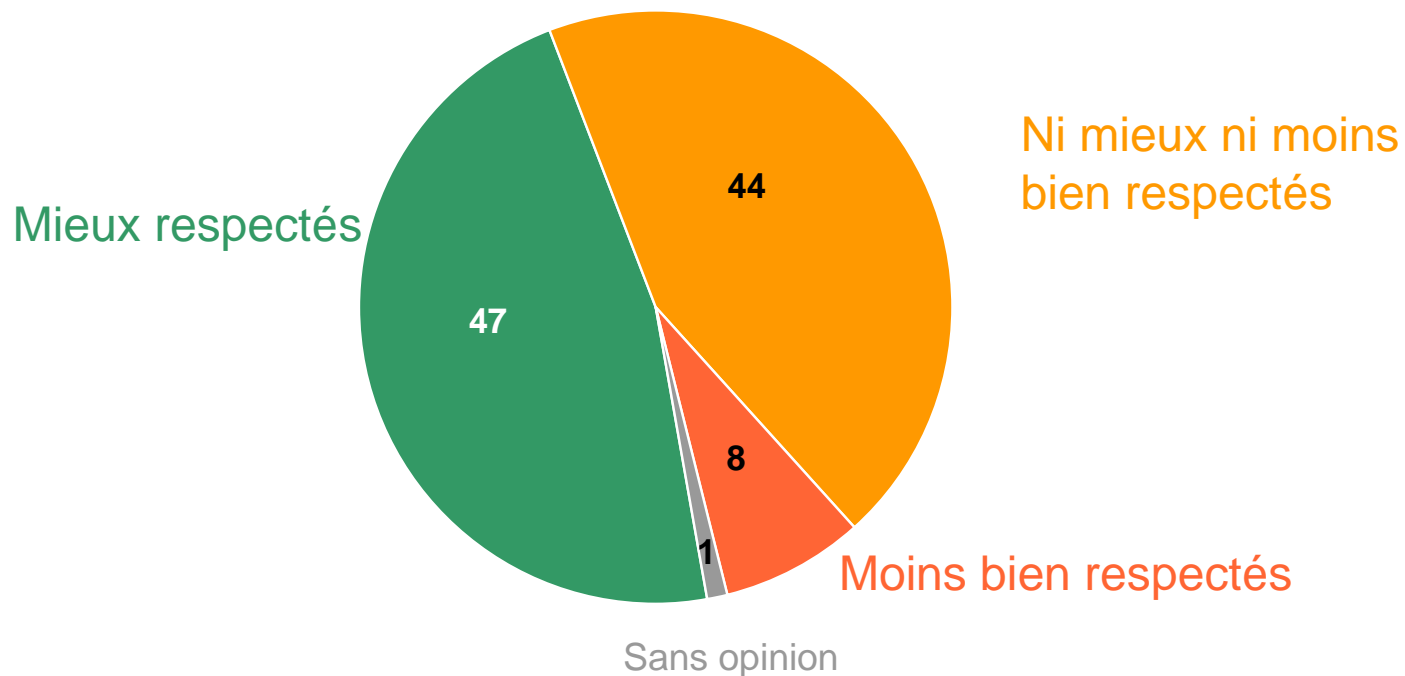
## Sénateurs



Base : 90 députés et 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : En tant que parlementaire, comment jugez-vous la situation actuelle pour chacun des droits suivants en France ?

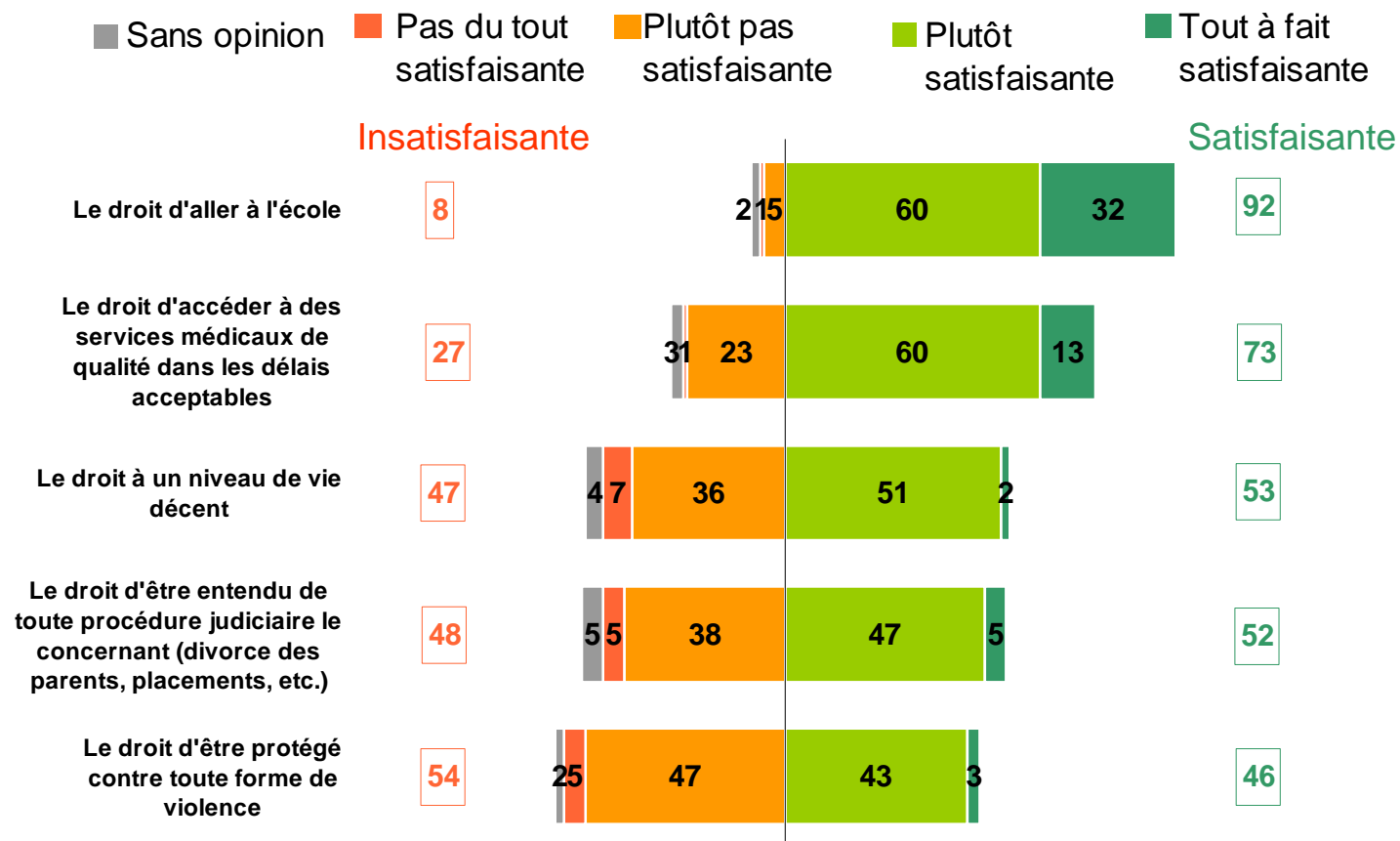
# La situation française jugée meilleure que celle des autres pays européens



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, globalement, les droits de l'enfant sont-ils aujourd'hui mieux respectés, moins bien respectés ou ni mieux ni moins bien respectés en France que dans la plupart des autres pays européens ?

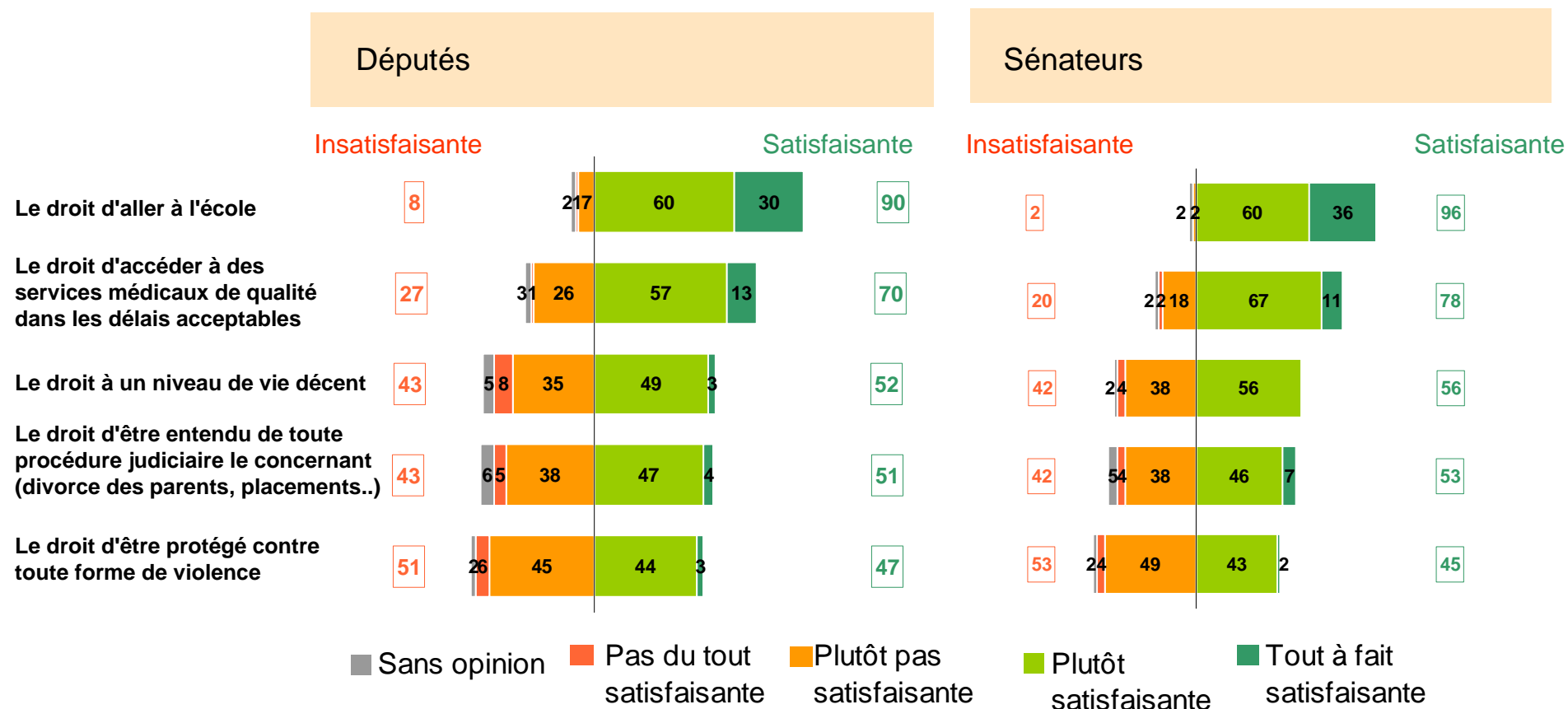
# Dans le détail, des droits de l'enfant inégalement respectés



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : En tant que parlementaire, comment jugez-vous la situation actuelle pour chacun des droits suivants en France ?

# Et un point de vue similaire pour députés et sénateurs



Base : 90 députés et 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : En tant que parlementaire, comment jugez-vous la situation actuelle pour chacun des droits suivants en France ?



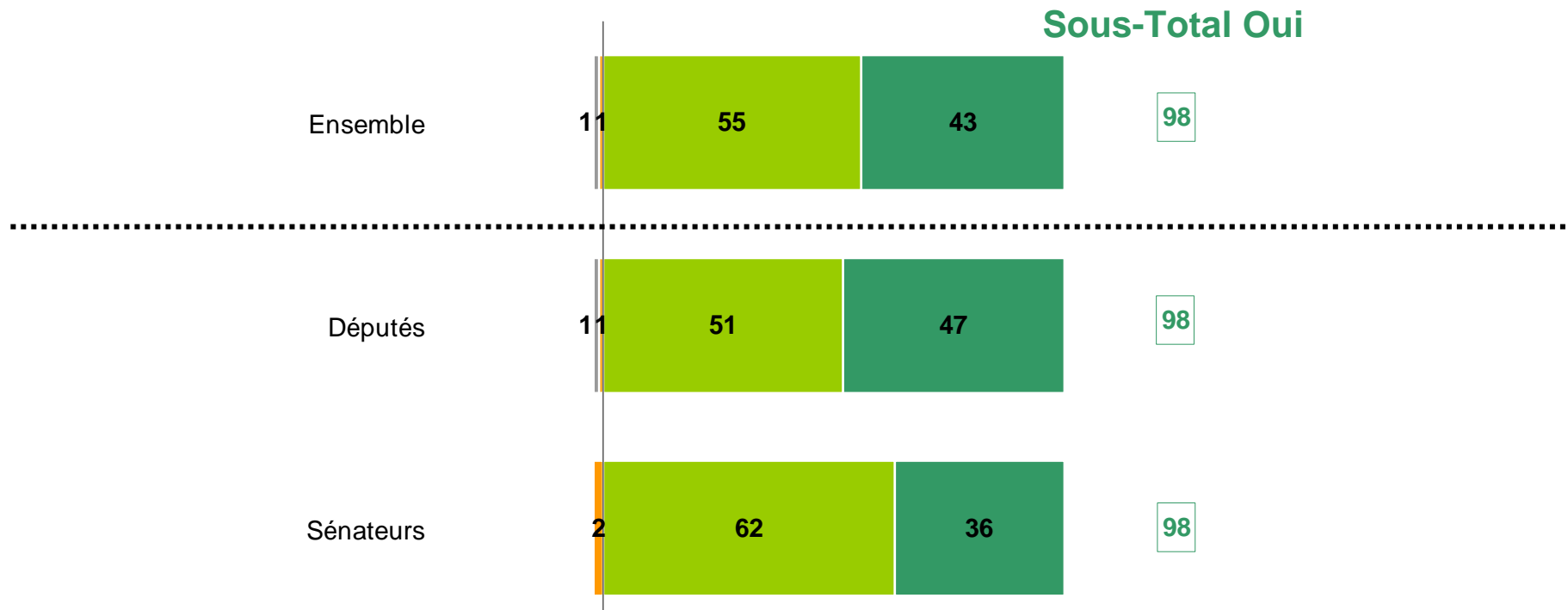
# Notoriété et perception des acteurs et moyens dédiés au respect des droits de l'enfant

Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE



# La CIDE : une convention connue et utilisée comme référence par les Parlementaires

■ Sans opinion ■ Non ■ Oui, mais vous la connaissez seulement de nom ■ Oui, et vous y avez déjà fait référence au cours de vos travaux parlementaires

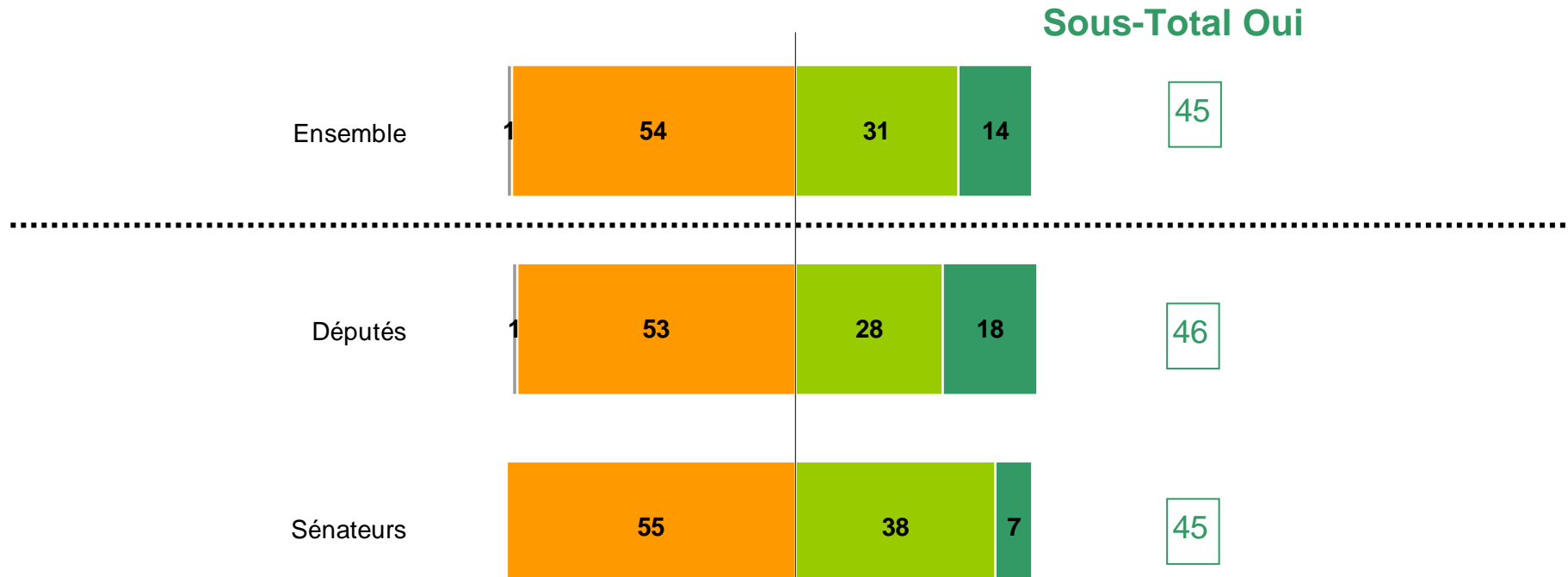


Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Vous-même, avez-vous entendu parler, ne serait-ce que de nom, de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant (CIDE) ?

# En revanche, les rapports d'application de la CIDE sont beaucoup moins connus

■ Sans opinion ■ Non ■ Oui, mais vous la connaissez seulement de nom ■ Oui, et vous y avez déjà fait référence au cours de vos travaux parlementaires

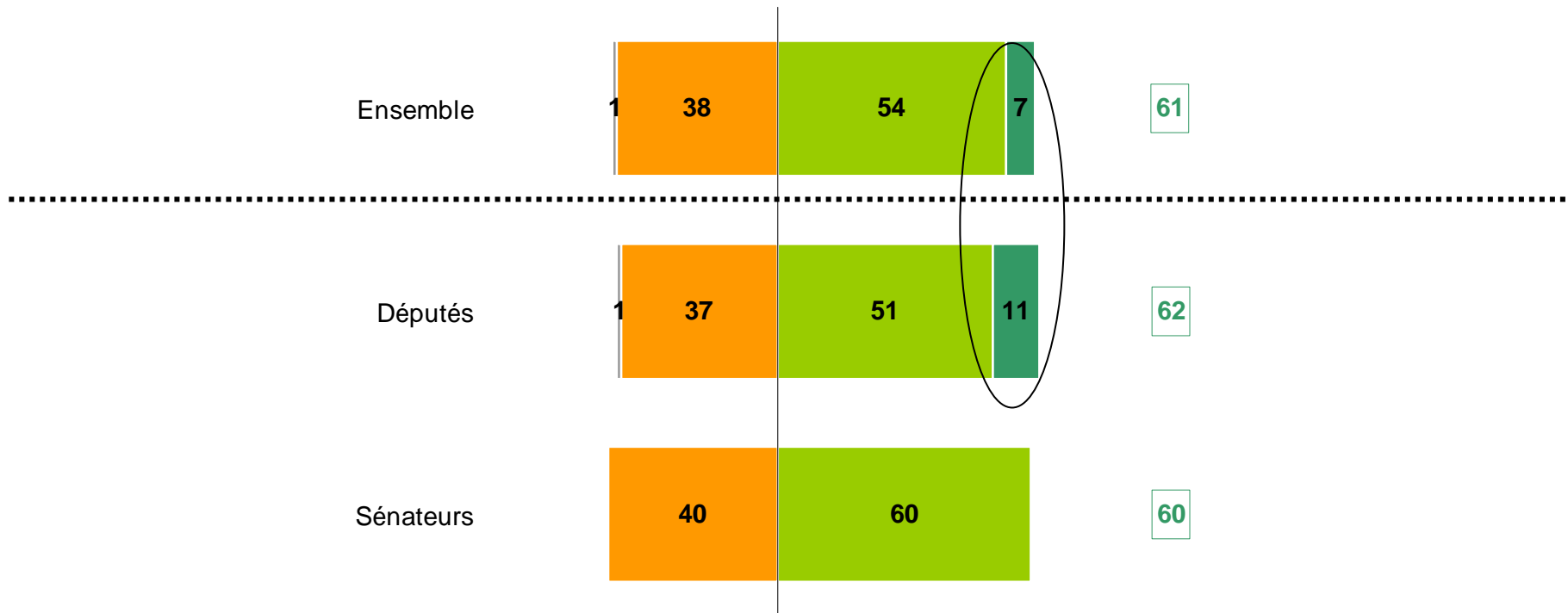


Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Les Etats qui ont ratifié la CIDE doivent soumettre des rapports au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, c'est-à-dire au groupe d'experts chargé de surveiller l'application de la Convention par les Etats. Vous-même, connaissiez-vous l'existence de ces rapports ?

# Une prise en compte des droits de l'enfant dans les travaux parlementaires jugée suffisante, mais de manière peu affirmée

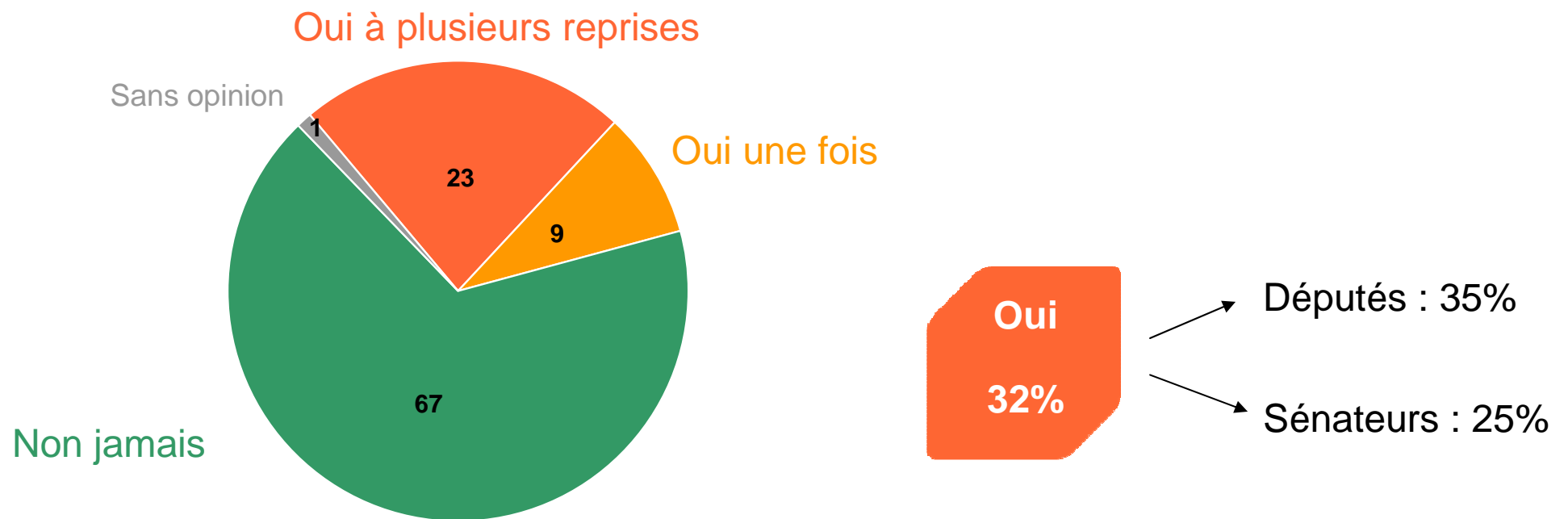
■ Sans opinion ■ Non pas du tout ■ Non plutôt pas ■ Oui plutôt ■ Oui, tout à fait



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, les droits de l'enfant sont-ils suffisamment pris en compte dans les travaux parlementaires en relation avec les enfants (famille, justice, santé, éducation...)?

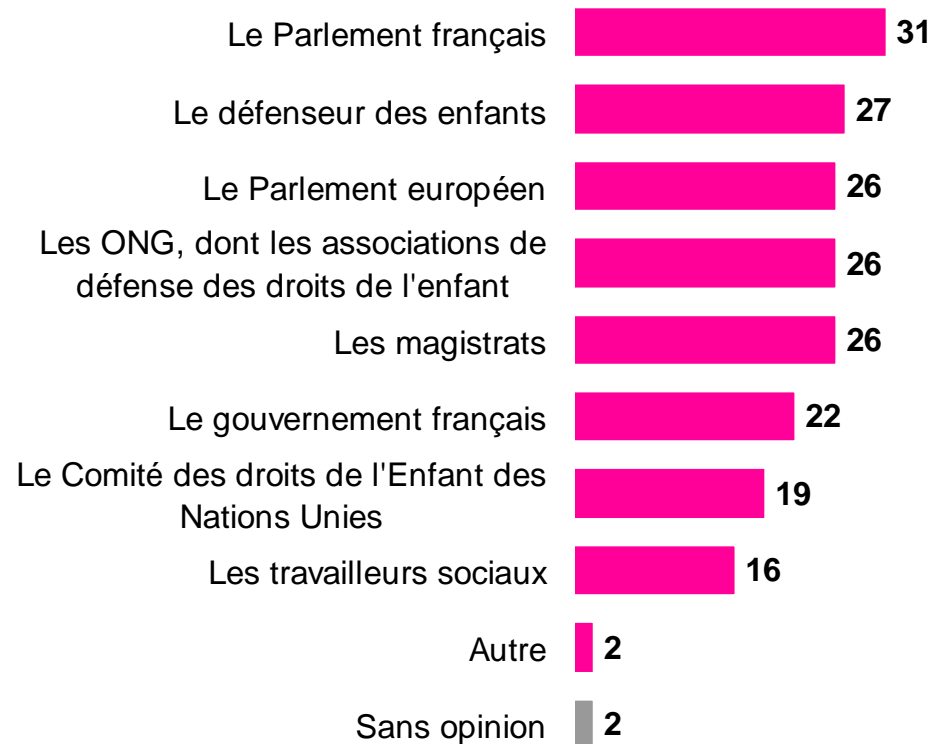
# Près d'un tiers des Parlementaires a déjà dû arbitrer entre les droits de l'enfant et d'autres droits



Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

Question : Depuis que vous êtes députés, avez-vous déjà été confronté à une situation où il a fallu arbitrer entre les droits de l'enfant et d'autres enjeux ou intérêts particuliers ?

# Des parlementaires qui se considèrent comme les mieux placés pour garantir l'application de la CIDE

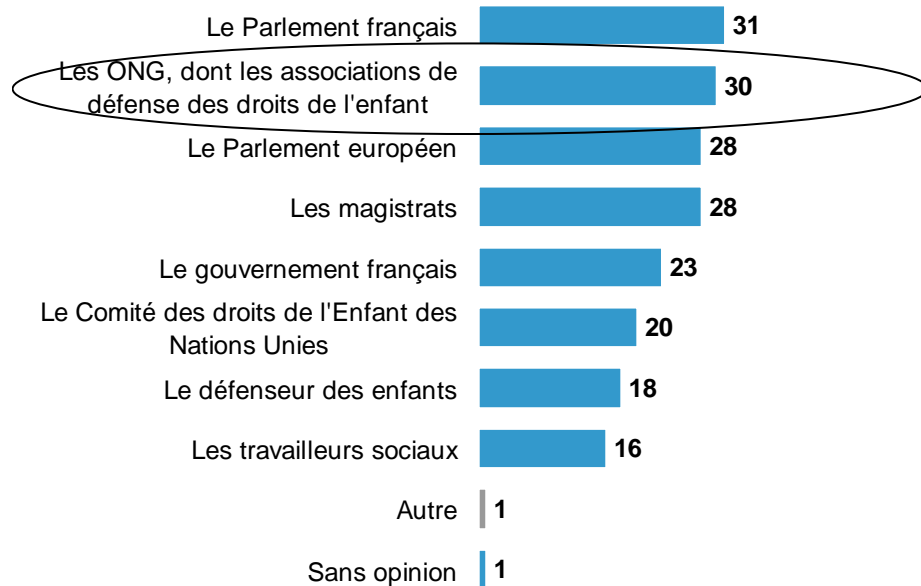


Base : 135 parlementaires ayant répondu à la consultation

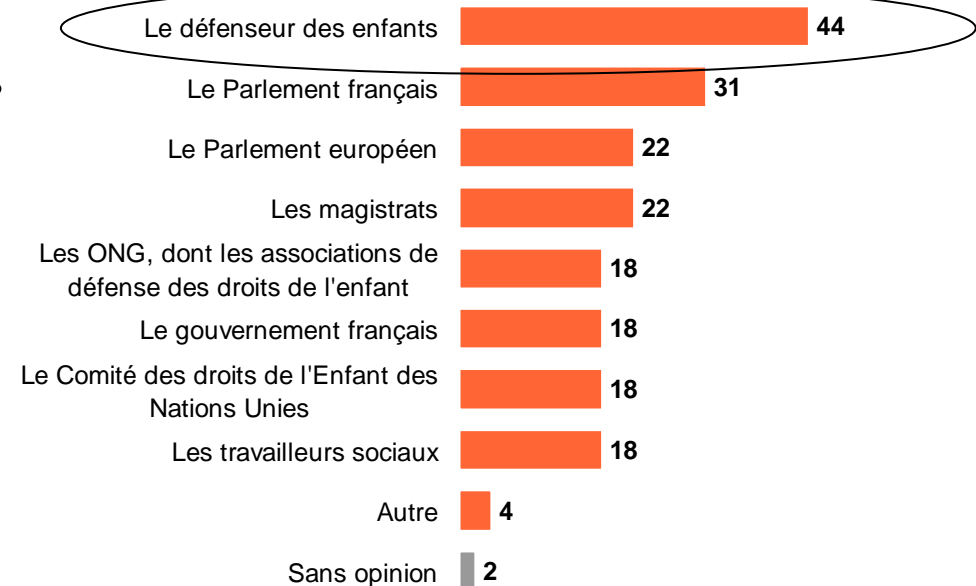
Question : Selon vous, parmi les acteurs qui travaillent pour le respect des droits de l'enfant, quels sont les deux qui sont aujourd'hui les mieux placés pour garantir l'application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) en France ?

# Une hiérarchie différente entre Députés et Sénateurs

## Députés



## Sénateurs



Base : 90 députés et 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : Selon vous, parmi les acteurs qui travaillent pour le respect des droits de l'enfant, quels sont les deux qui sont aujourd'hui les mieux placés pour garantir l'application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) en France ?



# Opinion sur l'opportunité de créer une délégation parlementaire aux droits de l'enfant

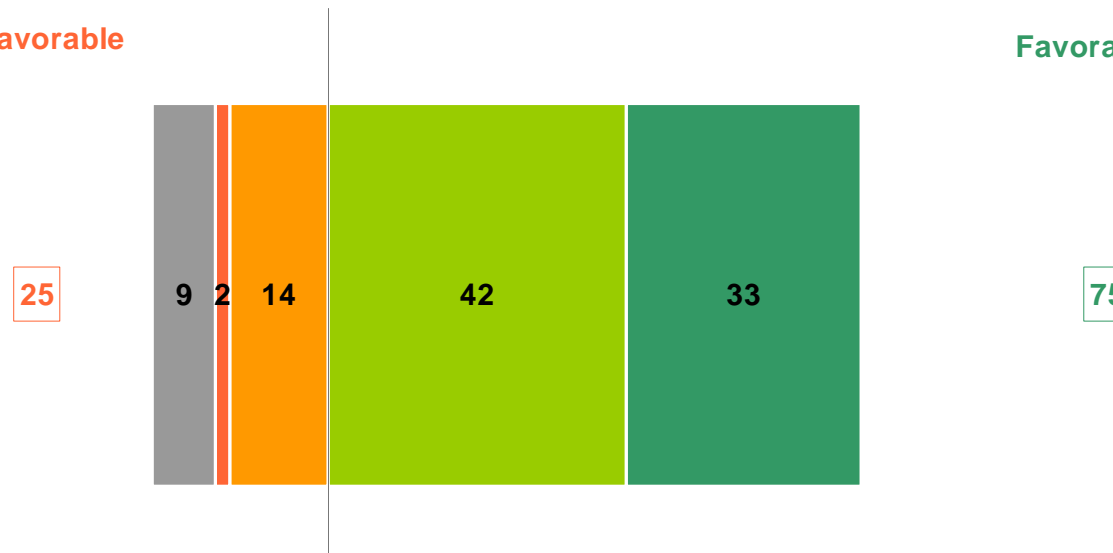
Les Parlementaires et les droits de l'enfant à la veille du 20ème anniversaire de la CIDE

# Une large majorité de Sénateurs favorables à l'examen du projet de loi portant création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant

■ Sans opinion ■ Tout à fait défavorable ■ Plutôt défavorable ■ Plutôt favorable ■ Tout à fait favorable

Défavorable

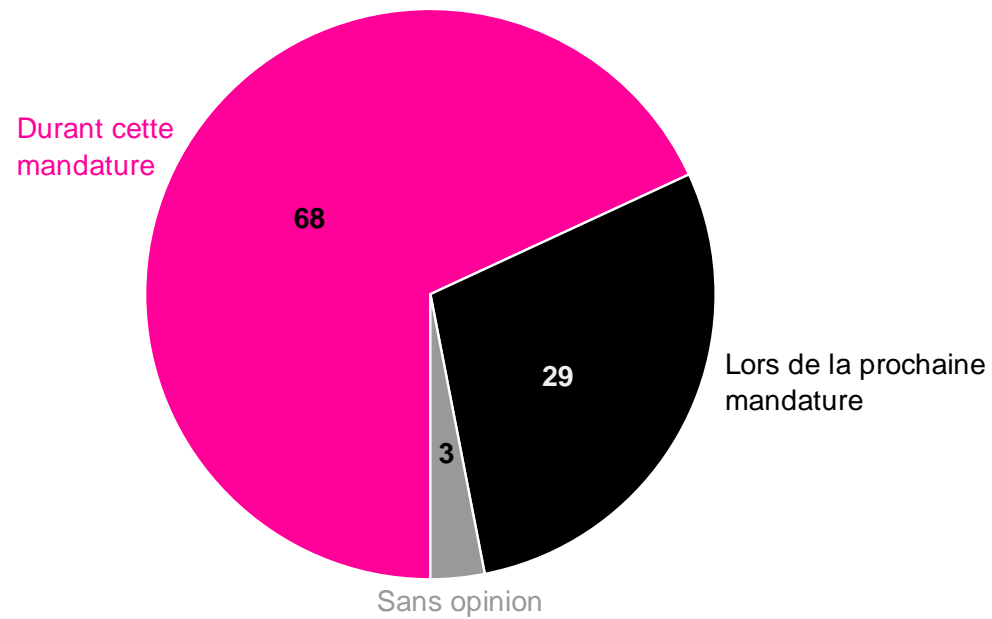
Favorable



Base : 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : Seriez-vous favorable à l'examen du projet de loi portant création de délégations parlementaires aux droits de l'enfant en France ?

# Un examen qui pourrait avoir lieu au cours de cette mandature



Base : 45 sénateurs ayant répondu à la consultation

Question : A quelle échéance pensez-vous que ce projet de loi puisse être examiné ?